



ARS Île-de-France

**Contrôle sur pièces
2023-04-07**

Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)

**Georges Léger
4, Avenue Du Général Leclerc. 94600 Choisy le Roi**

SYNTHESE DU RAPPORT DE CONTRÔLE

Tableau récapitulatif des écarts

| Numéro | Contenu |
|---------------|--|
| E1 | La mission constate que la composition, le fonctionnement et les missions du CVS de l'EHPAD sont conformes à l'ancienne réglementation juridique. Toutefois, avec la rentrée en vigueur au 1er janvier 2023 de l'article 1 du Décret n°2022-731 du 27 avril 2022 qui modifie l'ensemble de la réglementation juridique du CVS, l'EHPAD contrevient aux dispositions allant de l'article D. 311-4 à D. 311-20 du CASF |
| E2 | La mission constate que l'établissement affecte ■ ETP d'AUX et d'agents de soins à la prise en charge des résidents. Or, en affectant du personnel qui ne dispose pas du diplôme requis par l'article D312-155-0, II du CASF, la mission statue que l'établissement contrevient à l'exigence de qualité et de sécurité de la prise en charge des résidents, conformément à l'article L. 311-3 1° du CASF. |
| E3 | La mission constate que ■ médecins libéraux interviennent dans l'établissement auprès de 53 résidents. Seuls ■ d'entre eux ont signé un contrat d'intervention au sein de l'établissements, ce qui contrevient aux dispositions de l'article R. 313-30-1 du CASF |

Tableau récapitulatif des remarques

| Numéro | Contenu |
|---------------|---|
| R1 | La mission constate que la pyramide des âges du personnel est vieillissante et qu'elle peut être une des causes au taux d'absentéisme élevé du personnel notamment pour raisons médicales. |
| R2 | L'absence d'IDEC fragilise la coordination entre les professionnels soignants et limite l'évaluation des bonnes pratiques en matière de soins et de promotion de la bientraitance. |
| R3 | La mission encourage l'établissement à intégrer dans la liste de personnels en CDD à contacter en cas d'absence des IDE en CDI, les IDE remplaçantes auxquelles l'établissement a recours régulièrement afin de stabiliser l'équipe d'IDE vacataires. |

Conclusion

Le contrôle sur pièces de l'EHPAD Georges Léger, géré par ARPAVIE a été réalisé le 7 avril 2023 à partir des réponses apportées et des documents transmis par l'établissement.

La mission d'inspection a relevé des dysfonctionnements en matière de :

- Gouvernance :

Animation et fonctionnement des instances

- Prises en charge :

Organisation de la prise en charge de l'admission à la sortie

Ces constats nécessitent que le gestionnaire et la Directrice de l'établissement engagent rapidement des actions de correction/ d'amélioration.